

# CHÔMAGE, PAUVRETÉ, AUTORITARISME, REFUSONS CET AVENIR !

Après les fiascos des masques, des tests et celui à venir de la vaccination, sans surprise, la nouvelle décision prise par le gouvernement d'un nouveau couvre feu s'inscrit dans la continuité des précédentes : **des mesures répressives pour pallier son incapacité à mettre en place une politique sanitaire appropriée et continuer la mise au pas ...** L'essentiel étant d'être au travail quoi qu'il en coûte.

**La crise économique n'est pas nouvelle et la crise sanitaire l'aggrave.** Elle est pour de très nombreuses entreprises, notamment les plus grandes, le prétexte pour effectuer des restructurations avec des dizaines de milliers de suppressions d'emplois à la clé. Sans compter les dizaines de milliers de contrats d'emplois précaires (CDD, intérim, saisonniers...) qui sont stoppés ou non renouvelés. **Cette situation dramatique frappe aussi les plus jeunes** : ceux qui comptaient sur ces emplois pour financer leurs études, ceux qui sont en quête d'une première expérience professionnelle... **Cette situation a des conséquences graves sur la vie et la santé de nombreux citoyens**, la pauvreté se développe partout et les associations caritatives voient exploser les demandes d'aide alimentaire.

**À ce jour, plus de 100 milliards d'euros ont été dégagés en quelques semaines**, s'ajoutant aux centaines de milliards du premier plan de soutien « Covid ». Mais pour qui ? : Des grands groupes qui annoncent des plans de licenciement, qui augmentent la productivité et qui ont versé des milliards aux actionnaires. **Des milliards d'euros d'argent public pour supprimer des emplois alors que l'hôpital est prêt à craquer et que les attaques continuent sur l'ensemble des services publics, c'est inacceptable !** Il n'y a pas de fatalité au chômage, à la précarité. Tout est une question de rapports de force et de mobilisations collectives qui seront capables d'imposer un autre choix de société.

**JEUDI 4 FEVRIER 2021**  
**PUBLIC, PRIVÉ, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE**  
**10h30 Carrefour Tourny Limoges**  
**rendez vous à venir pour la Corrèze et la Creuse**

**Est-ce absolument nécessaire  
de mettre en danger  
des milliers de salariés ?**



**Une crise sanitaire qui maltraite l'École**

L'instauration du protocole sanitaire sans moyens supplémentaires a considérablement dégradé nos conditions de travail.

C'est le cas par exemple des AED qui gèrent le brassage des élèves, des enseignant-es qui doivent composer entre obligations protocolaires et maintien difficile du sens même de leurs missions, des AESH qui continuent d'être allègrement méprisé-es et aux personnels administratifs à qui on a refusé le télétravail sous des prétextes fallacieux. **Quant aux élèves, ils ou elles continuent à s'entasser dans des classes surchargées au mépris des conditions sanitaires ...**

**C'est la santé de toutes et tous, qu'elle soit physique ou psychique, qui est en jeu.** Cette crise est d'autant plus grave qu'elle survient dans un contexte d'austérité budgétaire dans une École aux moyens déjà largement réduits. **Il y a donc urgence à revendiquer d'autres moyens pour accomplir correctement nos missions.**

# POUR UN PLAN D'URGENCE INDISPENSABLE AUX PERSONNELS ET AUX ÉLÈVES

Un budget loin de traduire une ambition éducative, un état de fatigue de tous les personnels jamais atteint, un épuisement dû à des années de dégradation des conditions de travail aux quels s'ajoutent les contraintes liées à des protocoles sanitaires souvent inapplicables,... Alors qu'il y a urgence, le ministre persiste à ignorer la situation dans les établissements et à mépriser les personnels et les élèves. Il poursuit sa politique destructrice pour réaliser les économies nécessaires à celle du gouvernement : pouvoir continuer à arroser par milliards le grand patronat.

## Lycées pro et généraux

Les réformes successives ont renforcé la sélection à l'entrée des universités et imposé une orientation subie, précoce et définitive des élèves dès la seconde. Ce tri est renforcé par les programmes élitistes, l'absence des mathématiques dans le tronc commun et la sur-spécialisation avec l'abandon d'une spécialité en terminale. Ce système extrêmement complexe pénalise de nombreuses familles et élèves particulièrement dans les milieux populaires. **Quant au baccalauréat, l'imposition du contrôle continu le destine à devenir un diplôme local. C'est inacceptable.**

Dans la voie professionnelle, **le but de former des exécutants entraîne de diminuer les activités de réflexions**, les contenus de culture générale et déprofessionnalise l'ensemble des formations. De plus, le ministre développe l'apprentissage dans tous les lycées professionnels **pour fournir une main d'œuvre gratuite aux entreprises.**

## Alerte sur l' Education prioritaire

Alors qu'il serait possible d'envisager un élargissement de la carte nationale des REP (729 collèges et leurs écoles de secteur), incluant notamment les lycées, **il est prévu un système complexe, géré par chaque académie**, qui attribuera une allocation progressive à des écoles et établissements exclus de la carte. Outre la recherche d'économies, **il s'agit d'une réforme systémique** qui s'appuie sur un fondement libéral : **la contractualisation**. Elle soumettra les équipes à l'atteinte d'objectifs arbitraires définis. Ces « contrats locaux d'accompagnement » de trois ans exacerberont la concurrence entre les établissements, sans améliorer la qualité du service public, comme les effets de cette politique du contrat ont déjà pu être constatés à l'Hôpital par exemple.

## Greta : situation financière difficile

C'est le cas du Greta du Limousin. Pour la 1<sup>ère</sup> fois, la direction parle de déficit structurel et de risque de cessation de paiement. **Au nom de la mise en concurrence accrue des organismes de formation** et de taux de rémunération de plus en plus bas des actions de formation des collectivités territoriales, **la direction du Greta, devant la baisse des recettes, pointe régulièrement les dépenses de personnel toujours trop importantes à son goût alors qu'il manque des formateurs pour assurer les actions de formations.** De plus en plus de collègues voient leurs conditions de travail se dégrader (surcharge de travail, heures supplémentaires non payées), certains font des burn out, d'autres quittent le Greta.

De plus, durant le 1<sup>er</sup> confinement, vu que la région payait moins cher les formations effectuées à distance, le Greta a tenté de faire la même chose avec les formateurs en ne voulant pas considérer ce temps d'enseignement comme du face-à-face dans le décompte du temps de travail. Alors que l'Etat a pris en charge une partie des masses salariales des concurrents par le chômage partiel, le Greta n'a reçu aucune aide équivalente, ce qui plombe encore plus son budget. La CGT Educ'Action a interpellé le ministère à plusieurs reprises et à part une avance de trésorerie remboursable à partir de janvier 2021, rien n'est fait pour garantir l'emploi. A cela s'ajoute le projet de fusion Cfa / Greta avec les objectifs qu'on devine pour réaliser des économies sur notre dos : en alignant le temps de travail des formateurs Cfa (648h annuels) à celui des formateurs Greta (810h annuels) et en supprimant les postes en doublon !

**La CGT Educ'Action revendique d'abord le maintien des contrats et l'amélioration des conditions de travail, et défend l'idée que ce n'est pas aux personnels de payer la crise du Greta.**

# POUR DES POSTES STATUTAIRES POUR LA FIN DE LA PRÉCARITÉ

## AEd et AESH, laboratoire de la flexibilité

Les conditions de travail des personnels AEd se sont dégradées avec la gestion d'un protocole difficilement applicable. En imposant des contrats de 6 ans maximum, l'Institution a condamné ces personnels à être **jetable**s et **corvéables** à merci. Censée offrir de meilleures perspectives, la préprofessionnalisation des AEd n'est qu'un leurre pour les personnels et une aubaine pour l'administration **qui s'offre des moyens d'enseignement à moindres frais**.

Quant aux personnels AESH, la multiplication des démissions permet de comprendre à quel point ces **personnels sont en souffrance** : rémunérations indécentes, temps partiels imposés, mobilité dans les PIALs... La crise sanitaire a souligné **le mépris et la maltraitance** du ministère à leur égard alors qu'il vante sa politique d'inclusion.

## POUR LES AED, exigeons :

- la **réduction des horaires de travail** soit 24h hebdomadaires à un temps plein en externat et en 28h hebdomadaires en internat sur 37 semaines ;
- l'accès à une **titularisation** et l'abrogation de l'actuel statut. Création de **deux nouveaux corps statutaires** de la Fonction publique (étudiant-es surveillant-es et personnels de Vie Scolaire, d'Éducation et d'Animation) .

## POUR LES AESH, exigeons :

- un temps de service intégrant le temps de présence avec élèves mais aussi tous les temps de concertation, de réunions d'équipe de suivi de scolarité, de rencontres avec la famille et de formation.
- la création d'un **vrai statut de fonctionnaire de catégorie B**.

L'ÉDUCATION  
NATIONALE  
prise pour **CIBLE**



## Les autres personnels précaires

La loi de transformation de la Fonction publique a institutionnalisé la précarité, y compris dans notre secteur. En limitant les recrutements de personnels statutaires, en réduisant les moyens de remplacement et en explosant les quotas d'heures supplémentaires, l'Éducation nationale recrute des personnels non-titulaires. Elle fait ainsi **le choix de la précarité comme levier de gestion des ressources humaines**.

Et leurs **conditions d'exercice sont inacceptables** : enchaînement des CDD (avec des services parfois incomplets), affectations éloignées ou multiples, inégalité de traitement, non-renouvellement ou licenciement. **Les personnels contractuels sont donc une variable d'ajustement pour le ministère**. C'est particulièrement le cas cette année dans certaines académies avec le non-renouvellement brutal de contrats en décembre pour raison budgétaire .

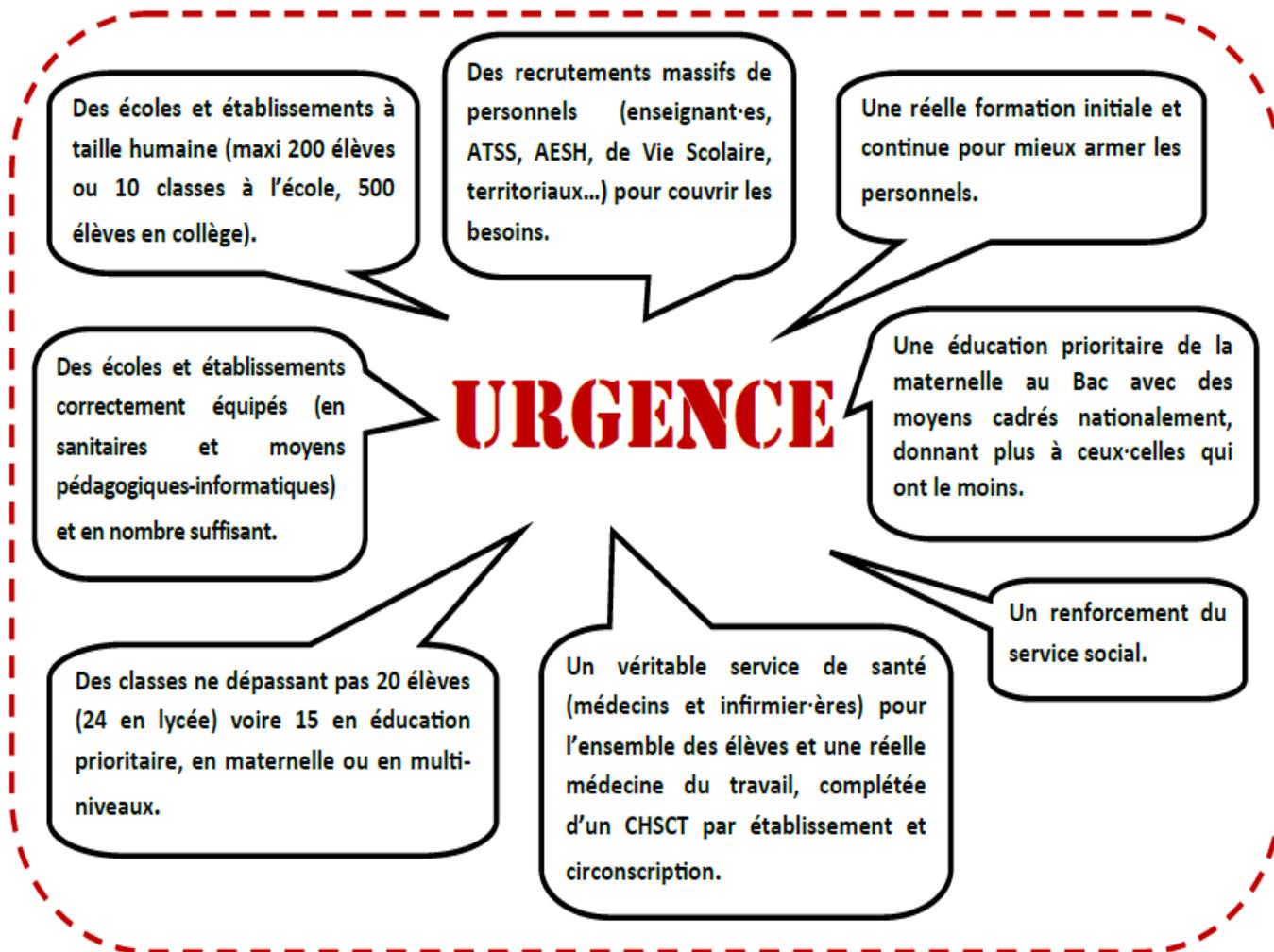


**toutes et tous en  
GRÈVE LE 26 JANVIER**

**ET LE 4 FEVRIER**

# POUR UNE ÉCOLE ÉMANCIPATRICE AU SERVICE DES PERSONNELS ET DES ÉLÈVES

Pendant cette « année Covid », si nos revendications pour une autre École avaient été retenues, bien des difficultés pourraient être actuellement surmontées. Ensemble, exigeons un plan d'urgence pour obtenir une amélioration des conditions de travail et d'étude.



**mardi 26 janvier**  
**salaires, moyens,**  
**conditions de travail :**  
**toutes et tous en grève !**



**RASSEMBLEMENTS**

**14h30**

**Rectorat Limoges**  
**ou**  
**Cité administrative**  
**de Tulle**

